

HAUTS-DE-FRANCE



RETROUVER L'INTÉGRALITÉ DES ANALYSES STATISTIQUES SUR : RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG

RÉALISATION : Département Enquêtes et Analyses Statistiques, Pascale Novelli, Lilian Martin (stagiaire)
Délégations et Comité Régional, Pascale Kramer (réécriture, secrétariat de rédaction)
CORRECTION RÉVISION : Christophe Barré



Comme chaque année, les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions et leur évolution. En dehors des territoires d'outre-mer, étudiés individuellement, chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont principalement issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines à partir de données de l'Insee. Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont celles de 2017 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique-Caritas France repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un tableau général rapprochant les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2012 et 2017¹, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

DÉFINITIONS

Ménage : un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC) : dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun, et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC chacun. On divise le revenu du ménage par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens. Un individu ne correspond pas à une unité afin que soient prises en compte les économies liées à la mutualisation au sein des ménages.

¹ Nous prenons une période de cinq ans afin de faire ressortir les évolutions.

HAUTS-DE-FRANCE		
Données générales	Hauts-de-France	France métropolitaine
Population au 1.1.2017 en milliers*	6 021	64 801
Taux de chômage au 4 ^e trimestre 2017	11,1 %	8,6 %
Part d'étrangers dans la population (2015)	3,7 %	6,5 %
Densité du parc social** (2017)	94,4	73,5
Niveau de vie mensuel médian (2015)	1 582 €	1 692 €
Taux de pauvreté à 60 % (2015)	18,6 %	14,9 %
Données Secours Catholique 2017		Hauts-de-France
Situations rencontrées	61 943	
Nombre d'équipes	313	
Bénévoles	4 279	
Situations analysées	8 632	
* Chiffres provisoires		
** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants au 1.1.2016		

CONJONCTURE¹

En 2017, les Hauts-de-France comptaient plus de 6 millions d'habitants, vivant pour les trois quarts d'entre eux dans une agglomération. La région est la plus densément peuplée, après l'Île-de-France, et la plus jeune de métropole. L'âge moyen y est de 38,9 ans, et les moins de 20 ans représentent 26,3 % de la population.

Au dernier trimestre 2017, le taux de chômage en Hauts-de-France était de 11,9 %, ce qui en fait la région la plus touchée de la métropole. La pauvreté monétaire y est également très forte : 18,3 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté (1 026 € en 2016²), alors qu'ils sont 14 % en moyenne au plan national. Ce taux recouvre d'importantes disparités : il est de 20,2 % dans le Pas-de-Calais et de 13 % dans l'Oise.

La part des 18-25 ans qui ne sont ni en formation ni en emploi reste très élevée, à 29 %, soit 6 points de plus que la moyenne nationale.

LES SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

En 2017, 61 900 ménages ont été accueillis par les équipes du Secours Catholique des Hauts-de-France, soit 16 % de moins qu'en 2016. Ce taux est le résultat d'une meilleure mise en œuvre de nos politiques internes d'aide et d'accompagnement et d'une meilleure collaboration avec les travailleurs sociaux. À noter également que les centaines d'exilés que nous soutenons sur le littoral de la mer du Nord et de la Manche n'apparaissent pas dans cette analyse.

Nous disposons de fiches statistiques exploitables pour 14 % des ménages accueillis, soit plus de 8 500 fiches. Près de neuf sur dix d'entre elles émanent d'équipes d'accueil (86 %).

Six personnes sur dix sont en demande d'écoute, de conseil et d'accueil, soit 5 points de plus que la moyenne nationale. La demande d'aide alimentaire n'a pas diminué entre 2012 et 2017 et demeure plus forte qu'au niveau national. L'aide apportée prend de plus en plus la forme de moyens de paiement (chèques-ser-

vice) qui permettent à la personne de choisir ce qu'elle consomme.

La demande d'accompagnement global est passée de 0,8 % à 5,9 % entre 2012 et 2017. Cela traduit clairement l'évolution de la mission du Secours Catholique et de la pratique de nombreuses équipes. Au-delà de l'aide d'urgence, certes nécessaire, il nous paraît plus fécond de proposer un accompagnement fraternel ou une participation à une action collective.

Parmi les 30 % d'étrangers accueillis, un sur trois (35 %) est originaire d'un pays d'Afrique subsaharienne. Contrairement à la tendance au niveau national, la part d'étrangers d'Europe de l'Est diminue dans les Hauts-de-France. Celle d'étrangers originaires des pays du Maghreb est de 35 %, contre 23 % au niveau national, et celle enfin des personnes issues de l'Union européenne est de 9 %.

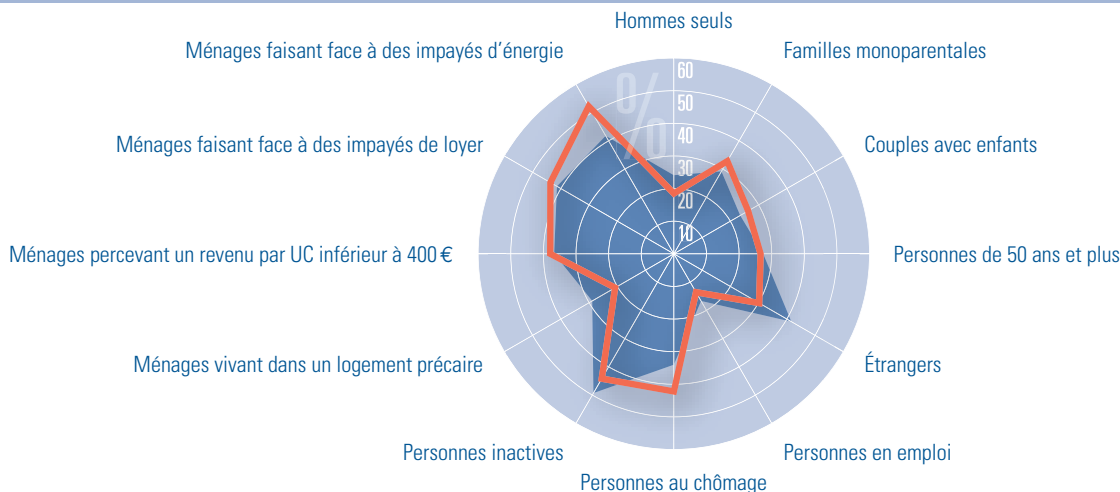
Parmi les personnes accueillies étrangères hors Union européenne, 39 % ont un statut, provisoire ou définitif. La part de personnes en attente de statut a diminué de 7 points depuis 2012 (de 50 à 43 %), celle des personnes déboutées, sans papiers, a au contraire aug-

1 - <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121818>

2 - <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3610277>

HAUTS-DE-FRANCE

FRANCE ENTIÈRE



Champ : ménages rencontrés par le Secours Catholique. **Note de lecture :** la région Hauts-de-France compte 18,5 % d'hommes seuls, contre 24,1 % pour la France entière.

menté, passant de 10 % en 2012 à 18 % en 2017, avec un pic à 21 % en 2016.

Contrairement aux idées reçues, nous ne constatons pas d'arrivées massives d'étrangers mais un allongement des phases durant lesquelles les personnes sont sans statut, avec de très faibles ressources, ce qui crée de la clandestinité et une économie de la « débrouille ».

En 2017 dans les Hauts-de-France, plus d'une personne accueillie sur dix (15 %) ne perçoit aucune ressource, une part qui a augmenté depuis 2012 (12 %) mais reste moins élevée qu'au niveau national (18 %).

Le revenu moyen par unité de consommation (UC) a diminué, passant de 509 à 489 € entre 2016 et 2017, alors qu'il est de 517 € en moyenne au niveau national ; 96,3 % des personnes rencontrées ont donc des revenus qui les situent sous le seuil de pauvreté (1 020 €/UC), et près du quart perçoivent moins de 200 €. Deux personnes accueillies sur cinq (42 %) sont en situation de chômage, une part semblable à celle de 2012 (43 %) et supérieure au niveau national (34 %). Parmi ces personnes, sept sur dix sont au chômage sans droits reconnus (66 % au niveau national).

En 2017, 57 % des personnes rencontrées font face à des impayés, contre 64 % en 2012. Il s'agit pour l'essentiel d'impayés de loyer, d'énergie et d'eau, ce qui n'a rien d'étonnant dans une région où les loyers ont le plus fortement augmenté ces cinq dernières années, atteignant le niveau du reste de la France, alors que les ressources par unité de consommation sont plus faibles dans la région.

La solidarité reste une valeur forte en Hauts-de-France, où l'on observe la part la plus importante de personnes déclarant recevoir l'appui de leur voisinage : 92 %, soit 5 points de plus qu'en 2012.

L'ENQUÊTE SUR LA PROTECTION SOCIALE

Dans les Hauts-de-France, 438 personnes ont participé à l'enquête du Secours-Catholique sur la protection sociale. Leurs réponses mettent en lumière d'une part certaines difficultés rencontrées avec les organismes de protection sociale, à commencer par le renvoi d'un service à un autre, et d'autre part certaines attentes : par exemple un interlocuteur unique pour l'ensemble des démarches, ou

le versement automatique des allocations ou aides dues à partir des informations dont disposent les organismes.

HAUTS-DE-FRANCE		Hauts-de-France		France	
		2012	2017	2012	2017
PRINCIPALES DEMANDES D'AIDE (1)	Écoute, accueil, conseil	57,9 %	63,6 %	55,0 %	58,4 %
	Alimentation	57,6 %	58,4 %	57,5 %	51,9 %
	Loyer, factures d'énergie, d'eau	24,0 %	26,5 %	18,1 %	18,1 %
	Mobilité (voiture, transport)	2,5 %	2,3 %	4,9 %	7,0 %
TYPE DE MÉNAGE	Hommes seuls	17,8 %	18,5 %	24,5 %	24,1 %
	Femmes seules	14,6 %	15,7 %	16,3 %	17,1 %
	Couples sans enfants	7,3 %	6,7 %	6,3 %	6,1 %
	Pères seuls	3,1 %	3,2 %	3,3 %	3,4 %
	Mères seules	29,5 %	29,6 %	27,0 %	25,8 %
	Couples avec enfants	27,7 %	26,3 %	22,6 %	23,5 %
ÂGE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	Moins de 25 ans	10,4 %	9,8 %	9,2 %	8,9 %
	25-49 ans	67,1 %	63,6 %	65,9 %	63,7 %
	50 ans et plus	22,5 %	26,6 %	24,9 %	27,4 %
ORIGINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	France	79,4 %	71,8 %	68,5 %	61,3 %
	Maghreb	6,1 %	10,0 %	8,2 %	8,7 %
	Afrique subsaharienne	7,7 %	10,4 %	10,3 %	13,9 %
	Union européenne	1,7 %	2,5 %	3,9 %	3,0 %
	Europe de l'Est (hors UE)	4,1 %	3,5 %	6,3 %	9,4 %
	Autre	1,0 %	1,8 %	2,8 %	3,7 %
STATUT DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (étrangers hors UE)	Statut accordé	40,4 %	38,8 %	47,9 %	38,2 %
	Statut demandé, en attente	49,5 %	43,1 %	40,0 %	43,5 %
	Débouté, sans papiers	10,1 %	18,1 %	12,1 %	18,3 %
SITUATION DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE FACE À L'EMPLOI	CDI plein-temps	3,3 %	3,0 %	4,4 %	3,7 %
	Emplois précaires (2)	8,7 %	8,5 %	10,4 %	9,9 %
	À son compte	0,4 %	0,3 %	0,9 %	0,7 %
	Autre travail	1,0 %	0,8 %	1,3 %	1,2 %
	Formation professionnelle	0,7 %	1,0 %	1,4 %	1,2 %
	Sous-total emploi	14,1 %	13,6 %	18,4 %	16,7 %
	Chômage indemnisé ou en attente	14,5 %	13,5 %	11,9 %	11,6 %
	Chômage sans droits reconnus	28,1 %	28,7 %	26,4 %	22,4 %
	Sous-total chômage	42,6 %	42,2 %	38,3 %	34,0 %
	Étudiant	0,9 %	1,7 %	1,1 %	1,4 %
	Inaptitude santé	9,1 %	8,9 %	10,6 %	10,4 %
	Retraite, préretraite	3,8 %	3,9 %	5,4 %	5,4 %
	Au foyer	9,6 %	6,7 %	6,7 %	4,5 %
	Sans droit au travail	8,3 %	12,4 %	9,1 %	15,5 %
	Autre sans emploi	11,6 %	10,6 %	10,4 %	12,1 %
Sous-total inactivité	43,3 %	44,2 %	43,3 %	49,3 %	
TYPES DE RESSOURCES	Ni revenus du travail ni transferts sociaux	15,3 %	18,3 %	18,5 %	22,2 %
	Revenus du travail	5,0 %	3,8 %	7,7 %	7,7 %
	Transferts sociaux	48,3 %	47,2 %	43,8 %	40,6 %
	Revenus du travail et transferts sociaux	31,4 %	30,7 %	30,0 %	29,5 %
REVENU PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (en euros 2016)		509 €	489 €	516 €	517 €
EXISTENCE D'IMPAYÉS		63,9 %	56,4 %	58,8 %	54,5 %
IMPAYÉ MÉDIAN (euros constants)		784 €	714 €	817 €	789 €
NATURE DES IMPAYÉS	Loyer, mensualités d'accession	41,1 %	43,7 %	42,9 %	41,4 %
	Gaz, électricité, combustibles	49,3 %	52,2 %	39,3 %	41,8 %
	Eau	23,5 %	25,2 %	16,6 %	18,6 %
	Découvert bancaire	17,8 %	16,9 %	23,4 %	21,7 %
TYPE DE LOGEMENT	Logement stable (3)	80,9 %	79,2 %	75,9 %	71,1 %
	Logement précaire (4)	19,1 %	20,8 %	24,1 %	28,9 %

(1) Pourcentage de ménages formulant ce type de demande. (2) CDD, intérim, travail saisonnier, temps partiel, emplois aidés. (3) Location HLM, location privée, habitat collectif, propriétaire.

(4) Hôtel, pension, garni, caravane, famille, amis, centre d'hébergement, abri de fortune, rue.